



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Seul le texte prononcé fait foi

Conférence ministérielle de l'AIEA sur la sûreté nucléaire

Vienne du 20 au 24 juin 2011

(Débat général)

Déclaration de la Suisse prononcée par

M. Walter Steinmann

Secrétaire d'Etat

Vienne, 21 juin 2011

Monsieur le Président, Madame et Messieurs les Ministres, Excellences, Mesdames et Messieurs,

Au nom de mon gouvernement, j'aimerais encore une fois exprimer la profonde sympathie du peuple suisse aux familles des victimes de la catastrophe naturelle qui a frappé le Japon le 11 mars dernier.

J'aimerais également exprimer notre admiration pour les femmes et les hommes qui ont lutté et qui luttent encore pour réduire les conséquences de cette catastrophe.

Suite aux dommages subis par la centrale de Fukushima, le gouvernement suisse, dont la priorité absolue reste la sécurité de la population, a décidé, en date du 25 mai 2011 d'abandonner le recours à l'énergie nucléaire pour satisfaire ses besoins en électricité. Mais comme notre autorité de sûreté nucléaire juge que la sûreté d'exploitation de nos centrales est actuellement garantie, mon gouvernement a décidé de ne pas arrêter les réacteurs de façon anticipée.

A l'avenir, mon gouvernement mettra l'accent sur les économies d'énergie et les énergies renouvelables pour assurer notre approvisionnement électrique.

Par cette décision, nos réacteurs seront appelés à fonctionner encore pendant plusieurs années. Il est donc pour nous indispensable de tirer toutes les conclusions utiles de l'accident de Fukushima en participant aux efforts internationaux qui seront faits dans ce sens.

A Paris le 7 juin dernier, mon gouvernement, par la voix de notre ministre Mme Doris Leuthard, a dit qu'il était de son devoir de mettre au service de cette entreprise, l'expérience acquise dans mon pays au cours de plus de 50 ans d'activité dans le domaine nucléaire et de tirer tous les enseignements tant sur le plan international que national.

Monsieur le Président,

Comme les conséquences d'accidents peuvent dépasser largement les frontières, et à l'image de ce qui a été entrepris après les accidents de Three Miles Island et Tchernobyl, nous pensons qu'il est nécessaire de mettre sur pied une collaboration internationale pour procéder à l'analyse de la séquence accidentelle de Fukushima. Pour ce faire, et ainsi que nous l'avons dit à Paris, nous sommes d'avis que l'AEN pourra de façon efficace et compétente prendre la responsabilité de mener ce travail à bien en collaboration étroite avec l'AIEA.

Lorsque les premiers enseignements auront été tirés, et en pleine collaboration avec l'AIEA, nous nous attacherons à les traduire dans les conventions existantes afin de renforcer les exigences de sûreté internationalement reconnues et qu'ils puissent être mis en œuvre le plus largement possible.

Monsieur le Président,

Nous sommes convaincus que tous les Etats ne peuvent que bénéficier d'une application mondiale des conventions pertinentes en matière de sûreté nucléaire ainsi que de la mise en œuvre des outils que l'AIEA a d'ores et déjà développés et appliqués avec profit. Ces outils véhiculent les meilleures pratiques ainsi que l'état actuel de la science et de la technologie ; nous pensons en particulier aux standards de sûreté de l'AIEA et aux missions de revue par les pairs.

Nous sommes d'avis qu'à terme ces outils deviennent partie intégrante du système de sûreté nucléaire internationalement reconnu afin que tous les Etats les mettent en pratique et que les revues par les pairs deviennent obligatoires.

Nos autorités de sûreté ont rédigé à ce sujet un Working Paper qui évite la mise en place de nouveaux instruments en se servant des mécanismes déjà offerts par l'Agence.

Toujours dans le but de réduire les risques d'accidents et de généraliser la notion de « culture de sûreté », nous soutenons qu'il est nécessaire de renforcer et de généraliser la coopération et les échanges entre des autorités nationales et indépendantes de sûreté, entre les exploitants des installations nucléaires, entre les instituts scientifiques spécialisés en sûreté nucléaire.

J'aimerais encore souligner l'importance de la transparence et de la communication dans ce domaine hautement sensible.

Afin de renforcer la confiance de nos populations dans le travail des opérateurs d'installations nucléaires comme dans celui des autorités de sûreté, il est nécessaire que soit rendu public de façon appropriée le résultat de leurs travaux, de leurs examens ou des audits auxquels ils ont été soumis, comme les « missions » de l'Agence. La communication en cas d'accident nucléaire ou radiologique en fait naturellement partie.

Enfin, et dans le domaine la crise, le déroulement de l'accident de Fukushima indique que nous devons réfléchir plus à la gestion de la crise

en elle-même, à l'harmonisation des pratiques, à la disponibilité des moyens de secours et d'intervention, ainsi qu'à l'entraide.

Pour terminer, Monsieur le Président, quelques mots de nos activités récentes.

Mon gouvernement soutient qu'il est indispensable de procéder à une réévaluation de la sûreté des installations à un niveau régional comme national. Il a salué la décision de l'Union européenne de mener à bien des « stress tests » sur l'ensemble des installations de l'Union et a décidé d'y participer pleinement.

De leur côté, nos autorités de sûreté nucléaire ont entrepris une réévaluation de la tenue de nos installations au séisme et à une inondation majeure; elles ont déjà émis un certain nombre d'exigences.

Monsieur le Président,

Il est de notre devoir de tout entreprendre pour qu'une catastrophe du genre de celle que le Japon a vécu le 11 mars dernier ne provoque plus des conséquences d'une telle ampleur. Ce n'est pas une utopie, et ce n'est pas impossible à faire, j'en veux pour preuve le comportement sismique a priori très satisfaisant des bâtiments japonais.

Nos efforts doivent porter aujourd'hui sur les risques liés aux inondations et sur notre préparation à la conjonction d'événements majeurs, même a priori improbables. Nos travaux bénéficieront certainement à d'autres domaines de l'activité humaine. Dans ce sens l'énergie nucléaire est en avance et porteuse de solutions.

Pour terminer, Monsieur le Président, j'aimerais remercier le Directeur général de l'AIEA de son engagement et de celui de son équipe au sein du Secrétariat tout au long du déroulement de l'accident de Fukushima. Je le remercie également de nous avoir réunis ici aujourd'hui.

Mesdames et Messieurs, je vous remercie de votre attention.